

La France est-elle vraiment "dans le déni" ?

A la Une de l'hebdomadaire britannique "The Economist" de demain, le fameux tableau d'Edouard Manet, "Un déjeuner sur l'herbe". Ouf, la femme nue peinte par l'impressionniste français est toujours présente. Mais les visages des deux hommes en costume ont par contre légèrement changés... Hormis le fait qu'ils auraient pu faire un effort de retouche sur Photoshop (alalala les stagiaires de nos jours), intéressons nous au message délivré par The Economist : la France est-elle vraiment en train de faire un "déni de réalité" de sa situation économique ? Ces élections sont-elles vraiment "The West's most frivolous election" ?

Pour lire l'article online du journal The Economist in english, c'est ici "France's future : A country in denial". Introduction: "En ignorant les problèmes économiques de leur pays, les politiciens français rendent la situation encore plus difficile à aborder".

Le Captain' vous fait part depuis quelques semaines du très faible niveau de la campagne actuelle. Alors que pourtant il y a quelques mois, les candidats se battaient à coup de chiffres, en se demandant "qui va réduire le plus le déficit", "qui a les prévisions de croissance les plus réalistes" ou encore "qui va enfin diminuer les dépenses publiques", le débat est depuis quelques semaines reparti dans le décor. De nouvelles mesures sont annoncées chaque jour par les candidats, sans même savoir comment elles seront financées ni quels seront les effets réels de ces politiques. Bref on parle, on critique, on fait de la démago... Mais les questions des finances publiques et de la croissance semblent désormais "so 2011".

Le journal The Economist n'est pas le seul à ne pas être très optimiste sur le futur de la France. Une étude de Natixis, publiée en Février et intitulée "L'économie française posera bien des difficultés à partir de 2012" confirme cela. L'inquiétude majeure porte sur la croissance potentielle de long terme de la France, autour de 1%.

La conclusion de l'étude de Natixis ne fait pas plaisir à lire "Le quinquennat 2012-2017 en France ne sera pas simple. La France va en effet être confrontée : (1) aux effets néfastes de la désindustrialisation (recul de la croissance potentielle et de la qualité des emplois, déficit extérieur) ; (2) à la nécessité de mettre en place des réformes très lourdes (formation des salaires, fiscalité, éducation, obstacles à la croissance des PME) pour restaurer la compétitivité ; (3) à la situation financière très dégradée des entreprises, autres que les grandes entreprises ; (4) à un réel risque d'insolvabilité budgétaire.

Mais en quoi la désindustrialisation entraîne t-elle un recul de la croissance potentielle ? La croissance dépend de deux choses : de l'évolution du nombre de travailleurs ET des gains de productivité par tête. Pour simplifier, pour que le Produit Intérieur Brut augmente, il faut assez logiquement, toutes choses égales par ailleurs, soit (1) que plus de gens travaillent, soit (2) que pour un même nombre d'heures travaillées, les gens soient plus productifs, soit (3) que les gens travaillent plus d'heures.

La désindustrialisation d'un pays impacte sa croissance potentielle, car les gains de productivité par tête sont supérieurs dans le secteur manufacturier que dans le secteur non-manufacturier. Plus facile en effet de produire plus de voiture en améliorant des processus ou avec de nouvelles machines, que de faire plus de coupe de cheveux dans une journée... Bon cet exemple est un peu tiré par les cheveux, mais le graphique ci-dessous confirme cela.

Si vous hésitez encore un peu avant de vous pendre, le Captain' vous conseille de lire l'article "Le chômage va être insupportable dans les pays de la zone euro où la balance courante avait un déficit important avant la crise", dans lequel Patrick Artus annonce que le chômage en France pourrait atteindre 20% d'ici 2013 (pire scénario).

Conclusion: Il est vrai que les candidats à l'élection présidentielle semblent sous-estimer la situation actuelle (et surtout future) de la France. Mais bon, nous avons vu hier que Nicolas Sarkozy n'avait pas tenu un tiers de ses promesses de campagne de 2007. Donc reste à espérer que ce soit la même chose, et que de nombreuses propositions électorales ne soient pas tenues (taxe à 75%, remise en cause de Schengen, protectionnisme, retraite à 60 ans...). Dommage que Berlusconi ne soit plus à la tête de l'Italie, on s'amusait bien avant.